Paris, le 16 décembre 2020

fédération des conseils de parents d'élèves
des écoles publiques

Monsieur Jean CASTEX
Premier ministre
Hôtel Matignon
57 rue de Varenne
75700 Paris SP 07

SG/NL/NA/2020/2021/06

Objet : <u>Nos enfants sont-ils en danger ?</u>

Monsieur le Premier ministre,

Notre Fédération prend la liberté de vous écrire afin que votre gouvernement prenne conscience de la confusion qu'entraînent vos décisions. Nous, parents d'élèves, ne comprenons pas la logique de l'institution et nous craignons que nos enfants soient désormais en danger, tant sur le plan scolaire que sanitaire.

En conseillant aux élèves de rester chez eux plutôt que de se rendre en cours ces jeudi et vendredi, vous venez tout simplement de revenir sur l'article L. 511-1 du Code de l'éducation qui énonce que l'assiduité est une obligation essentielle des élèves. Lors de la sortie du premier confinement, les parents s'étaient déjà vus proposer de garder leurs enfants à la maison s'ils le souhaitaient avant que le ministre de l'Education ne revienne sur cette décision et réaffirme avec force que l'école était obligatoire. Evidemment, l'Ecole n'est pas à la carte ! D'autant que de nombreux enseignants avaient organisé leur temps de cours jusqu'aux vacances, avec par exemple des bacs blancs qu'ils devront repousser à la rentrée… Nous vous le rappelons, tous les élèves doivent être traités de la même façon ; en France nous avons une Education nationale, avec une durée de congés identique pour tous ! Comment les enfants qui sont déjà en difficulté vont-ils encore supporter cette désorganisation scolaire ?

Cela s'ajoute à un autre questionnement : Jean-Michel Blanquer avait affirmé en mai dernier que les enfants risquaient davantage de se contaminer chez eux qu'à l'école. Le 21 septembre 2020, le ministre de l'Education expliquait encore que : «Les enfants se contaminent très peu entre eux, de même qu'il y a peu de contaminations d'enfants à adultes». Est-ce à dire que vous vous êtes trompés ? Que les enfants font bien courir un risque aux adultes ? Si ce n'est pas le cas, alors il n'y a aucune raison de priver les élèves français de plusieurs jours de classe. En revanche, et c'est là toute notre inquiétude, si cela est vrai, alors comment expliquer que nos enfants aient repris les cours en septembre sans réelle mesure pour combattre la contamination ? Car les gestes barrière ne sont pas respectés à l'école. La question des masques n'est pas réglée puisque, étant de surcroît à la charge des familles, ils ne sont pas régulièrement changés et, nous le savons tous, les plus jeunes ont le plus grand mal à les porter correctement. Le lavage régulier des mains est impossible à mettre en œuvre compte tenu de l'état d'insalubrité de bon nombre de sanitaires dans les Ecoles françaises. Quant à la distanciation, pourtant essentielle, elle a tout simplement été rayée des obligations à mettre en œuvre par les chefs d'établissement.

…/…

108/110, avenue Ledru-Rollin, 75544 Paris cedex 11
T : 01 43 57 16 16
www.fcpe.asso.fr

Vos volte-face mettent nos enfants en danger et, le plus grave, est que la question des pandémies n'est pas un épiphénomène. Alors que vous dites suivre attentivement l'avis des scientifiques, ce même monde de la science s'accorde à dire que nous allons devoir vivre avec les pandémies. Il est donc plus que temps de mettre en œuvre un grand plan d'investissement pour l'Ecole, la grande oubliée de vos mesures d'investissements financiers liées au Covid-19. Il faut construire et changer le bâti, embaucher des personnels, qu'il s'agisse de professeurs, de soignants, de conseillers d'orientation ou encore d'AESH…

Monsieur le Premier ministre, nous vous demandons donc de prendre toute la mesure de vos dernières annonces et d'anticiper d'ores et déjà la rentrée de janvier ainsi que l'éventualité d'une troisième vague, afin de mettre en sécurité nos enfants et des personnels dans les établissements scolaires. Dans le cas contraire, votre responsabilité sur le rebond d'une épidémie lors de la réouverture des établissements scolaires ne saurait être ignorée.

C'est cela que nous attendons de votre gouvernement. Que vous mettiez nos enfants en sécurité, aujourd'hui et demain. Pas que vous nous proposiez à nous, parents, d'organiser l'Ecole à votre place.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de notre haute considération.

Rodrigo ARENAS
Co-président

Carla DUGAULT,
Co-présidente